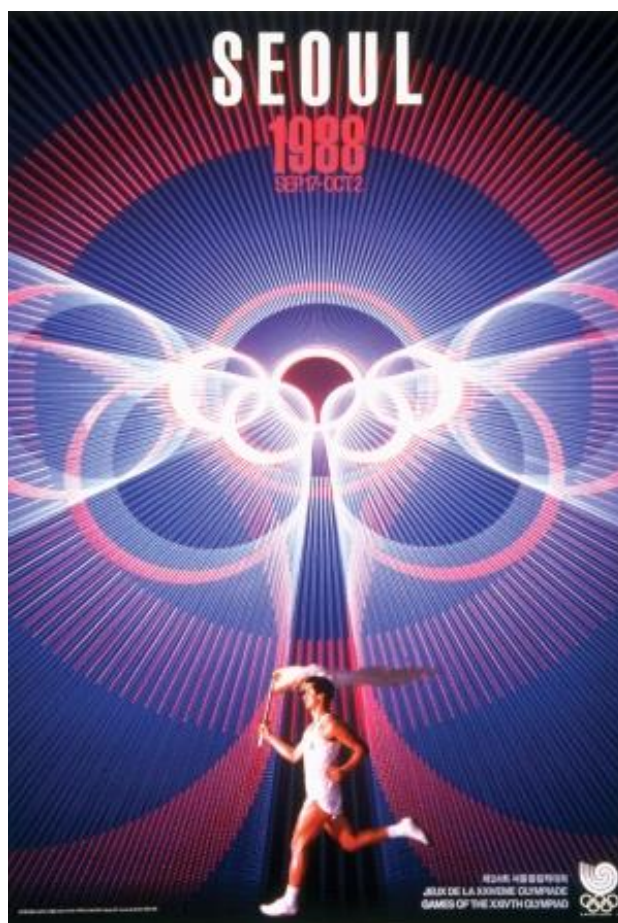


Les Jeux Olympiques de Séoul 1988 et ses camps de concentration pour « vagabonds »



Ce dossier revient sur un épisode méconnu de l'histoire de la Corée du Sud. Durant les années 1960 et 1980, des institutions furent créées dans le pays afin d'enfermer de prétendus « vagabonds ». Le but était de nettoyer les rues, notamment en vue des Jeux olympiques de Séoul de 1988. Ces institutions, par leurs cruautés et leurs manquements aux droits humains, peuvent être comparées à de véritables camps de concentrations. La plus célèbre d'entre elles se nomme le *Brothers Home welfare center*.

Pour relater ces faits, nous proposons ici la traduction par nos soins de deux articles de 2016 et 2022 du site états-uniens *AP News*, ainsi qu'un article de camarades militant·es anti-JO coréen·nes de *Noolympic2018* de 2021.

Attention !

Les textes qui suivent relatent des scènes comportant de la violence verbale et physique, ainsi que des violences sexuelles notamment sur des mineurs.

La Corée du Sud a couvert des meurtres de masse contre des « vagabonds »¹

KIM TONG-HYUNG et FOSTER KLUG, AP NEWS, 20 avril 2016

BUSAN, Corée du sud (AP). Le garçon de 14 ans en veste d'école noire fixait ses baskets, le cœur battant, tandis que le policier l'accusait d'avoir volé un morceau de pain.

Encore aujourd'hui, plus de 30 ans après, Choi Seung-woo pleure quand il décrit ce qu'il s'est passé ensuite. Le policier a arraché le pantalon du garçon et a allumé un briquet près de ses parties génitales jusqu'à ce qu'il avoue un crime qu'il n'avait pas commis. Puis deux hommes avec des bâtons sont venus et ont traîné Choi au *Brothers Home*, une institution à flanc de montagne où certaines des pires atrocités dans l'histoire moderne de la Corée du Sud ont eu lieu.

Un gardien dans le dortoir de Choi l'a violé cette nuit de 1982, puis la nuit suivante, et encore celle d'après. Ainsi commencèrent cinq années infernales de travail forcé et d'agressions quasi quotidiennes, des années où Choi vit des hommes et des femmes battus à mort, leurs corps emportés comme des ordures. Choi était l'un des milliers de personnes (des sans-abri, des ivrognes, mais surtout des enfants et des personnes handicapées) à s'être retrouvé à la rue avant les Jeux olympiques de Séoul en 1988. Des jeux que les dictateurs au pouvoir considéraient comme la validation internationale de la place de la Corée du Sud en tant que pays moderne. Une enquête d'*Associated Press* (AP) montre que l'abus de ces prétendus « vagabonds » à *Brothers Home*, l'une des plus grandes institutions de ce type, était beaucoup plus vicieux et répandu qu'on le croyait. Cette enquête est basée sur des centaines de documents exclusifs et des dizaines d'entrevues avec des fonctionnaires et d'anciens détenus.

Et pourtant, personne à ce jour n'a été tenu pour responsable des viols et des meurtres qui s'y sont déroulés et cela à cause d'un camouflage orchestré aux plus hauts niveaux de l'État, a constaté l'AP. À l'époque, deux premières tentatives d'enquêtes avaient été réprimées par des fonctionnaires haut placés ; l'un d'eux demeure encore aujourd'hui conseiller principal du parti au pouvoir. Les produits fabriqués à l'aide du travail forcé à *Brothers Home* ont été envoyés

¹ Traduction par nos soins de l'article « S. Korea covered up mass abuse, killings of 'vagrants' », By KIM TONG-HYUNG and FOSTER KLUG, April 20, 2016. Lien : <https://apnews.com/article/south-korea-crime-2020-tokyo-olympics-busan-olympic-games-c22de3a565fe4e85a0508bbbd72c3c1b>

en Europe, au Japon et peut-être même au-delà. La famille propriétaire de l'institution a par ailleurs continué à gérer des écoles et des établissements d'aide sociale jusqu'il y a encore seulement deux ans.

Tandis que la Corée du Sud se prépare à accueillir ses deuxièmes Jeux olympiques, en 2018, des milliers d'anciens détenus traumatisés n'ont toujours pas reçu d'indemnisations, et encore moins de reconnaissance publique ou d'excuses. Ceux qui s'expriment aujourd'hui réclament une nouvelle enquête. Le gouvernement actuel, cependant, refuse de réexaminer l'affaire et bloque les pressions d'un élu de l'opposition de lancer la procédure, au motif que les preuves seraient trop anciennes.

Ahn Jeong-tae, un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur de Séoul, a déclaré que se concentrer sur un seul incident des droits de l'homme serait un fardeau financier pour le gouvernement et créerai un mauvais précédent. Les victimes de *Brothers Home*, a-t-il dit, auraient dû soumettre leur cas à la commission temporaire de recherche de la vérité établie au milieu des années 2000 pour enquêter sur les atrocités passées. « *Nous ne pouvons pas adopter des lois distinctes pour chaque incident, il y en a eu tellement depuis la guerre de Corée* », a déclaré ce dernier.

En revanche, les anciens détenus, eux, ne peuvent pas oublier. Certains d'entre eux sont restés des mois debout silencieusement devant l'Assemblée nationale avec un panneau réclamant justice. Choi a tenté de se suicider plusieurs fois et suit maintenant des séances de thérapie hebdomadaires. « *Le gouvernement a toujours essayé d'enterrer ce qui s'est passé. Comment lutter contre cela ? Si nous nous étions exprimés, qui nous aurait entendus ?* » demande-t-il. « *Aujourd'hui, je veux désespérément raconter notre histoire. Écoutez-nous.* »



Vue d'extérieur de Brothers Home

Au cœur de l'enfer

Autrefois un orphelinat, *Brothers Home* comptait à son apogée plus d'une vingtaine d'usines de menuiserie, de travail du métal, de vêtements, de chaussures et d'autres biens fabriqués par des détenus pour la plupart non rémunérés. Le complexe tentaculaire de bâtiments en béton s'élevait au-dessus de la ville portuaire de Busan ; ses détenus étaient cachés par de grands murs et surveillés par des gardes qui transportaient des chauves-souris et patrouillaient avec des chiens.

Les horreurs qui se sont passées derrière ces murs sont inextricablement liées à l'histoire récente de la Corée du Sud.

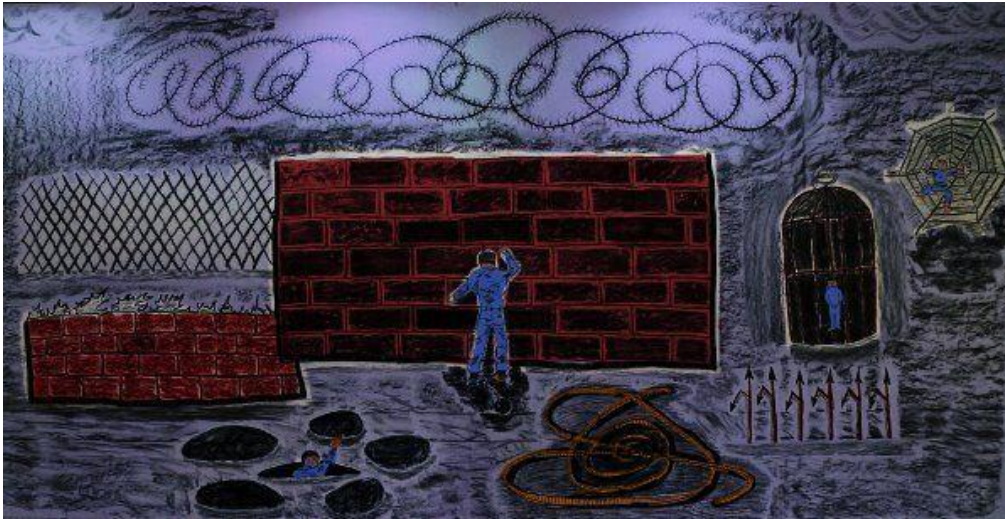
À l'époque, le pays se remettait encore de la dévastation quasi totale de la guerre de Corée (1950-1953), qui suivait près de quatre décennies de colonisation brutale japonaise. Des années 1960 aux années 1980, la Corée du Sud fut dirigée par des dictateurs qui se concentraient massivement sur les performances économiques du pays.

En 1975, le président dictateur Park Chung-hee, père de l'actuelle présidente Park Geun-hye², a émis une directive à la police et aux autorités locales pour « purifier » les rues des vagabonds. Des policiers, aidés par des commerçants, ont rassemblé des mendiants, des petits marchands de rue vendant de la gomme et des babioles, des personnes handicapées, des enfants perdus ou laissés sans surveillance, et des dissidents, notamment un étudiant qui distribuait des tracts anti-gouvernementaux. Ils finirent enfermés dans 36 établissements nationaux. Entre 1981 et 1986, le nombre de détenus passa de 8 600 à plus de 16 000, selon les documents gouvernementaux obtenus par l'AP. Près de 4 000 personnes se sont retrouvés à *Brothers Home*. Environ 90 % d'entre eux ne répondaient même pas à la définition de « vagabond » du gouvernement et n'auraient donc pas dû s'y trouver, a déclaré l'ancien procureur Kim Yong Won à l'AP.

Les rouages internes de *Brothers Home* sont mises à nu par l'ancien détenu Lee Chae-sik qui avait droit à un accès particulier en tant qu'assistant personnel de l'homme chargé d'appliquer les règles. Lee a été envoyé à *Brothers Home* à 13 ans, après des problèmes scolaires. Son premier emploi là-bas était dans un service médical. Deux fois par jour, Lee et quatre autres personnes, dont aucun n'avait de formation médicale, avaient pour tâche de soigner les patients. Pour cela, ils arrosaient les plaies ouvertes de désinfectants ou enlevaient les asticots

² Le président de la Corée du Sud est Yoon Seok-youl depuis 2022.

avec des pincettes. « *Les gens criaient de douleur, mais nous ne pouvions pas faire grand-chose* » nous a déclaré Lee. « *On était vraiment au cœur de l'enfer. Les patients étaient laissés là pour mourir* » ; « *Les détenus les plus forts violaient et battaient les plus faibles. Ils volaient même leur nourriture.* ». Lee tenta de se suicider après avoir été violé par un gardien de l'unité médicale.



NB : Les différents dessins reproduits sont ceux d'un ancien détenu, Han Jong-Sun, qui milite aujourd'hui pour la reconnaissance de ce qu'il s'est passé.

Un an plus tard, il est nommé assistant personnel de l'exécuteur en chef Kim Kwang-seok qui, comme les autres gardes de *Brothers Home*, est un détenu promu par le propriétaire en raison de sa loyauté. Beaucoup d'anciens détenus se souviennent de Kim comme étant l'homme le plus craint de l'établissement. L'AP a essayé à plusieurs reprises de retrouver Kim, sans succès.

Lee nous a dit qu'il était présent lorsque Kim, menait des passages à tabac quasi quotidiens, souvent mortels, dans la « *salle de correction* » de l'enceinte. Lee accompagnait Kim alors qu'il comptait deux fois par jour le nombre de malades et de morts pour le propriétaire ; quatre ou cinq décès quotidiens étaient souvent sur la liste.

Une scène racontée par Lee fournit un compte rendu de première main de la manière diabolique dont l'institution fonctionnait. Un matin, Kim s'est approché du propriétaire de l'établissement Park In-keun lors de son jogging quotidien pour lui signaler qu'un détenu avait été battu à mort la nuit précédente. Park ordonna simplement à Kim d'enterrer le corps dans les collines derrière les murs de l'enceinte.

L'argent des esclaves

La violence à *Brothers Home* s'est produite dans l'ombre d'une énorme opération lucrative principalement fondée sur le travail des esclaves.



Les usines étaient censées former des détenus pour de futurs emplois.

Mais à la fin de 1986, *Brothers Home* avait tiré de gros profit de 11 de ces usines selon les documents du gouvernement de la ville de Busan obtenus exclusivement par l'AP.

Ces documents montrent que *Brothers Home* aurait dû payer l'équivalent actuel de 1,7 millions de dollars à plus de 1 000 détenus pour leur travail du matin au soir sur une période indéterminée. Cependant, les dossiers de l'établissement et les entretiens avec les détenus à l'époque suggèrent que, au lieu de cela, la plupart des près de 4 000 personnes à *Brothers Home* ont été soumis au travail forcé sans rémunération, selon le procureur Kim.

Une autre enquête de l'époque, rapidement abandonnée par le gouvernement, a révélé que « presque aucun » des quelques 100 détenus interrogés n'avaient reçu de paiement. Aucun des 20 anciens détenus interrogés par l'AP n'a reçu d'argent pendant qu'ils étaient chez *Brothers Home*, bien que trois aient reçu de petits paiements plus tard. Les adultes travaillaient dans la construction, tant chez *Brothers Home* qu'à l'extérieur. Les enfants transportaient parfois de la terre et construisaient des murs, mais ils assemblaient surtout des stylos à bille et des hameçons.

Certains produits étaient liés à d'autres pays. Par exemple, des chemises fabriquées à l'usine de couture de *Brothers Home* ont été envoyées en Europe. Les détenus ont été formés par des employés de Daewoo, un important exportateur de vêtements dans les années 1980 vers les États-Unis et d'autres marchés, selon l'autobiographie de Park In-Keun, le propriétaire de *Brothers Home*. Selon lui, les responsables de Daewoo avaient visité l'installation avant de proposer un partenariat. Le porte-parole de Daewoo International Kim Jin-ho a déclaré qu'il était impossible de confirmer de tels détails en raison d'un manque de dossiers de l'époque.

Des détenus pendant les années 1970 ont raconté avoir passé de longues heures à attacher des lignes de pêche à des hameçons pour des colis destinés à l'exportation japonaise. Kim Hee-gon, un détenu de *Brothers Home* pendant huit ans, a déclaré que lui et ses collègues ont été sévèrement battus au début des années 1970 après le retour de milliers de colis expédiés au Japon parce qu'ils étaient défectueux ou parce qu'il manquait des attaches. Park Gyeong-bo, qui a été confiné chez *Brothers Home* de 1975 à 1980, se souvient des fonds de baskets produits avec le logo de Kukje Sangsa, une entreprise maintenant disparue qui fabriquait des chaussures pour les États-Unis et l'Europe dans les années 1970 et 1980.

L'opération a prospéré parce que tout le monde en profitait. Tout le monde excepté les détenus.

Les responsables locaux avaient besoin d'un endroit où mettre les vagabonds qu'ils devaient enfermer ; ils renouvelaient ainsi chaque année leur contrat avec *Brothers Home*. L'institution obtenait des subventions du gouvernement en fonction de son nombre de détenus. Il poussait donc la police à rassembler le plus de vagabonds possibles. Et les policiers étaient souvent promus selon le nombre de vagabonds qu'ils prenaient.

À ce sujet, deux fonctionnaires de la ville de Busan nous ont déclaré que les faits étaient difficiles à confirmer maintenant, parce que l'institution avait fermé il y a trois décennies. Heo Gwi-yong, porte-parole de la police métropolitaine de Busan, a déclaré qu'il ne pouvait confirmer aucun détail pour la même raison.

Le propriétaire de *Brothers Home*, Park In-Keun, a reçu deux médailles d'État pour ses réalisations en matière d'aide sociale et a siégé à un comité consultatif gouvernemental. La version de son histoire a même inspiré un feuilleton télévisé de 1985 sur le dévouement héroïque d'un homme à prendre soin de ce qu'on appelait les « *gens de la base* ».

Park In-Keun finit tout de même par purger une courte peine de prison pour détournement de fonds et autres accusations relativement mineures, mais pas pour les mauvais traitements qui se sont déroulés à *Brothers Home*. Lorsque l'institution a été finalement perquisitionnée en 1987, les enquêteurs ont trouvé une chambre forte dans le bureau de Park In-Keun remplie de l'équivalent actuel d'environ 5 millions de dollars en devises américaines et japonaises et de certificats de dépôt.

Dans son autobiographie, lors d'audiences judiciaires et de discussions avec de proches collaborateurs, Park In-Keun nie avoir commis des actes répréhensibles et soutient qu'il avait simplement suivi les ordres du gouvernement. Les tentatives répétées de communiquer avec lui par l'entremise de sa famille, de ses amis et de militants ont été infructueuses.



Les détenus de Brothers Home travaillant sur les machines à coudre

L'AP a cependant traqué l'ancien deuxième plus haut fonctionnaire de direction de *Brothers Home*, Lim Young-soon, qui s'est offusqué dans un entretien téléphonique, quand on lui a décrit la corruption, la violence et l'esclavage de l'institution. Ce dernier, ancien pasteur protestant qui est maintenant en Australie et qui est le frère de la femme de Park In-Keun, désigne Park In-Keun comme un travailleur social « *dévoué* » qui a amélioré Busan en nettoyant ses rues de fauteurs de troubles. Il a dit que la fermeture de *Brothers Home* « *a nui aux intérêts nationaux* ».

Lim Young-soon a reconnu qu'il y avait des tabassages à *Brothers Home*, mais que ceux-ci selon lui étaient causés par des affrontements entre détenus. Il a attribué le taux de mortalité élevé de l'établissement aux nombreux détenus qui arrivaient en mauvaise santé physique et mentale. « *Ce sont des gens qui seraient morts dans la rue de toute façon* », a dit Lim Young-soon.

« Je n'ai pas vécu comme un humain »

Pendant que Park In-Keun amassait de l'argent, le nombre de morts augmentait et les détenus luttèrent pour survivre.

Lors de sa deuxième journée chez *Brothers Home*, toujours étourdi par son viol brutal la veille au soir, Choi attendait avec d'autres enfants d'être déshabillé et lavé. Il nous a dit qu'il avait vu un gardien traîner une femme par les cheveux et la frapper avec un bâton jusqu'à ce que le sang coule de sa tête. « *Je me tenais là, tremblant comme une feuille* » dit Choi, 46 ans. « *Je ne pouvais même pas crier quand le chef de peloton m'a violé de nouveau* ». Une autre fois, Choi se souvient avoir vu sept gardes battre à mort un homme qui hurlait. Ils le couvrirent d'une couverture bleue et le frapper. Le sang s'écoula à travers la couverture. Quand elle tomba, les yeux du mort s'étaient retournés dans sa tête.

Les statistiques de décès compilées par l'établissement indiquent que 513 personnes sont mortes entre 1975 et 1986 ; le nombre réel est cependant certainement bien plus élevé. Le procureur Kim a interrogé de nombreux détenus qui ont déclaré que les responsables de l'établissement refusaient d'envoyer les gens à l'hôpital de peur qu'ils ne s'échappent. « *L'installation était le royaume de Park, et la violence était sa façon de gouverner* » dit Kim au sujet du propriétaire ; « *Lorsque vous êtes confiné dans un endroit où des gens sont battus à mort chaque jour, vous ne vous plaignez pas trop du travail forcé, des mauvais traitements ou du viol* ».

La plupart des nouveaux arrivants chez *Brothers Home* étaient en relativement bonne santé, selon des documents gouvernementaux. Pourtant, au moins 15 détenus sont morts dans le mois qui suivirent leur arrivée en 1985, et 22 en 1986. Sur plus de 180 décès documentés à *Brothers Home* en 1985 et 1986, 55 certificats de décès ont été délivrés par un seul médecin, Chung Myung-kuk, selon les documents internes de l'établissement, les entretiens et les dossiers compilés par Kim. Chung, maintenant décédé, a surtout indiqué que la cause des morts était une « *insuffisance cardiaque* » et une « *faiblesse générale* ».



Des gardes surveillent les détenus qui travaillent dans les champs

La vie à *Brothers Home* commençait avant l'aube, alors que les détenus se lavaient et se préparaient pour les prières obligatoires de 5h30, transmises par le haut-parleur de l'église presbytérienne de l'établissement. Après une course matinale, ils mangeaient le petit-déjeuner et se dirigeaient ensuite vers des usines ou des chantiers de construction.

Lorsque des fonctionnaires de la ville, des missionnaires étrangers ou des travailleurs humanitaires venaient visiter l'institut, un groupe de détenus en bonne santé travaillaient pendant des heures à préparer une version aseptisée de *Brothers Home* pour les invités. Les gardiens enfermaient tout le monde dans les dortoirs. Choi dit que les détenus regardaient désespérément ces bienfaiteurs ignorants : « *Nous étions pris au piège dans une prison. Mais qui pouvait nous aider ? Personne* ».

Une fois les portes verrouillées à 18h, dit Choi, les gardes déclenchaient une « *violence incontrôlée* » sur les 60 à 100 enfants de son dortoir, y compris des viols fréquents.

Un directeur d'une école de Busan qui a enseigné à *Brothers Home* a reconnu que les détenus l'étaient contre leur volonté, et a même qualifié l'établissement de camp de concentration massif. Cependant, le directeur, qui parlait sous couvert d'anonymat parce qu'il s'inquiétait de sa réputation, défendait fermement ces pratiques. Il a dit que la violence sévère et la discipline militaire étaient les seuls moyens de diriger un endroit rempli de milliers de personnes turbulentes qui ne voulaient pas être là.

Park Sun-yi, qui avait été enlevé par la police à l'âge de 9 ans dans une gare de Busan en 1980, fut l'une des rares à s'échapper. Elle avait vu les gardes réserver leurs coups les plus impitoyables, ceux par lesquelles les détenus ne se rétablissaient pas, pour ceux qui essayaient de fuir. Mais après cinq ans, dit-elle, elle s'était « *consumée à l'idée que ma vie pourrait être comme celle-ci pour toujours et que je pourrais mourir ici* ». Elle et cinq autres filles utilisèrent une scie brisée de l'usine de ferronnerie pour limer chaque nuit peu à peu les barreaux d'une fenêtre du deuxième étage, avant de les recoller avec du chewing-gum chaque matin. Lorsque les barreaux cédèrent elles escaladèrent un mur incrusté de verre brisé et s'enfuirent dans les collines. Lorsque Park Sun-yi franchit finalement la porte de la maison familiale à Munsan, son père s'évanouit.

En attendant de mourir

Le démantèlement de *Brothers Home* commença par accident. Alors qu'il chassait le faisan, Kim, qui venait d'être nommé procureur de la ville d'Ulsan, entendit son guide parler d'hommes avec des chauves-souris en bois et de grands chiens qui gardaient des prisonniers en lambeaux sur une montagne voisine. Quand ils passèrent voir de quoi il s'agissait, les hommes sur place leur dirent qu'ils construisaient un ranch pour le propriétaire de *Brothers Home* à Busan. Kim savait immédiatement qu'il était tombé sur « *un crime très grave* », dit-il.

Lors d'une soirée glaciale en janvier 1987, Kim mena 10 policiers dans un raid surprise passant à travers les hauts murs de l'institution, les imposantes portes en acier et les gardes bouche-bée. À l'intérieur, il trouva des détenus maltraités et mal nourris enfermés dans des dortoirs surpeuplés. Les détenus donnèrent aux visiteurs inattendus des saluts nets, de style militaire. « *Je me souviens m'être dit : Ce n'est pas un centre de bien-être social, c'est un camp de concentration* », a déclaré Kim, aujourd'hui âgé de 61 ans et associé directeur d'un cabinet d'avocats de Séoul.

Après que le propriétaire Park In-Keun ait été arrêté, ce dernier exigea une réunion avec le patron de Kim, le procureur en chef de Busan. Un jour plus tard, le maire de Busan, Kim Joo-ho (décédé en 2014) appela Kim et exigea la libération de Park In-Keun. Kim dit qu'il refusa poliment et raccrocha.

Selon Kim, les hauts responsables ont bloqué son enquête à chaque tournant, en partie par crainte d'un incident international embarrassant à la veille des Jeux

olympiques. Le président de Corée du Sud, Chun Doo-hwan, qui pris le pouvoir lors d'un coup d'État après l'assassinat de Park Chung-hee, n'avait pas besoin d'un autre scandale alors qu'il tentait de repousser d'énormes manifestations pro-démocratie.



Les détenus mangeant à Brothers Home

Les dossiers internes révèlent plusieurs cas où Kim a noté la pression intense du bureau du président Chun Doo-hwan pour freiner ses recherches et pousser pour une peine plus légère pour le propriétaire. Kim dû rassurer les responsables présidentiels directement et régulièrement que son enquête ne s'étendrait pas.

Park Hee-tae, alors procureur en chef de Busan et plus tard ministre de la Justice de la nation, insista sans relâche pour réduire la portée de l'enquête, a déclaré Kim, notamment en le forçant à cesser ses efforts pour interroger tous les détenus de *Brothers Home*. Park Hee-tae, conseiller principal du parti au pouvoir actuel, a refusé à plusieurs reprises les demandes d'entrevue de l'AP. Sa secrétaire personnelle prétexte qu'il ne se souvient pas des détails de l'enquête.

Malgré l'ingérence, Kim a fini par recueillir des dossiers bancaires et des transactions financières indiquant que, en 1985 et 1986 seulement, le propriétaire de *Brothers Home* a détourné l'équivalent actuel de plus de 3 millions de dollars. Cela provenait d'environ 10 millions de dollars de subventions gouvernementales destinées à nourrir et habiller les détenus et à entretenir les installations. Cependant, selon Kim, le procureur en chef de Busan a forcé Kim à déclarer que le détournement de fonds représentait près de la moitié du montant qu'il avait effectivement trouvé, de sorte qu'une peine

d'emprisonnement à perpétuité ne pouvait pas être demandée en vertu de la loi à l'époque.



Des enfants classés comme « vagabonds » arrivant à Brothers Home

Kim a déclaré que ses patrons l'ont également empêché d'inculper le propriétaire de *Brothers Home*, Park In-Keun, ou toute autre personne pour les abus présumés dans l'enceinte de l'institution.

Kim a exigé 15 ans de prison pour Park In-Keun. Après une longue bataille, la Cour suprême, en 1989, a condamné Park In-Keun à 2 ans et demi de prison pour détournement de fonds et violations des lois sur la construction, la gestion des prairies et les devises. Il a été acquitté des accusations liées aux violences commises au sein de l'institution. Deux gardiens ont été condamnés à des peines d'emprisonnement, d'un an et demi et de huit mois.

Après la prison, Park In-Keun a continué à gagner de l'argent grâce aux services sociaux et à la vente de terres. Le site *Brothers Home* a été acheté en 2001 par une entreprise de construction pour environ 27 millions de dollars, selon une copie de la vente de terrain montrée à l'AP. Une des filles de Park dirigeait une école pour enfants en difficulté qui a fermé en 2013. Sa famille a vendu en 2014 une maison pour les personnes gravement handicapées.

Une douleur inoubliable

L'institution a finalement fermé ses portes en 1988. Dans les années 1990, des ouvriers de construction ont déterré environ 100 os humains sur la parcelle de montagne juste à l'extérieur, selon l'un des ouvriers qui a trouvé les ossements, Lee Jin-seob. Les couvertures couvrant les os et l'absence de monticules

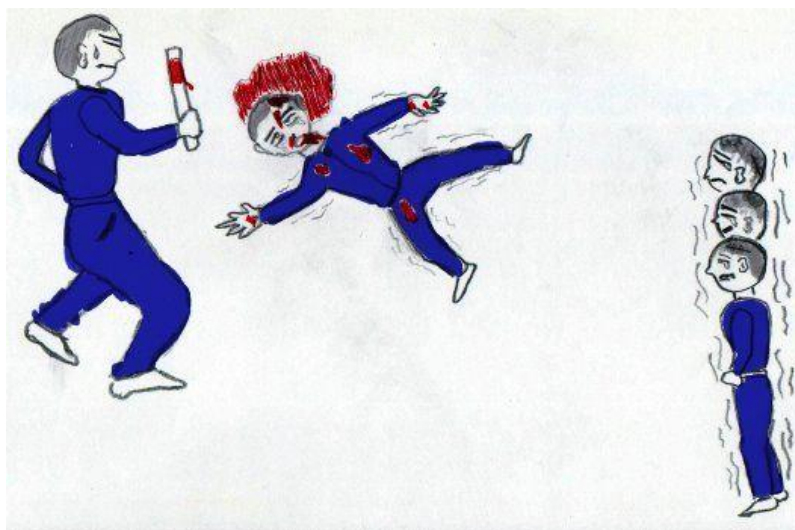
d'enterrement ont fait penser à Lee qu'ils avaient été enterrés de manière informelle et rapidement. On ignore ce qui est arrivé aux restes.

Lors d'un récent voyage sur le site, qui est maintenant recouvert de grands immeubles d'appartements, les ex-détenus Choi et Lee Chae-sik, se tenaient sur un ancien réservoir d'eau recouvert de béton qu'ils pensent être la seule trace physique restante de *Brothers Home*. Tous deux se rappelaient la vue de gardes transportant des cadavres dans les bois. « *Il pourrait encore y avoir des centaines de corps* », a déclaré Lee, montrant les pentes abruptes.

Les détenus libérés de l'établissement se sont retrouvés sans abri et dans des refuges et des établissements psychiatriques ; bon nombre d'entre eux sont aux prises avec l'alcoolisme, la dépression, la rage, la honte et la pauvreté. Choi, dont le dos est couvert par un grand tatouage de son temps passé dans un gang après qu'il ait quitté *Brothers Home*, a été emprisonné pour avoir agressé un policier.

Les quelques anciens détenus qui ont commencé à s'exprimer veulent que justice soit faite. Ils réclament des excuses et un aveu que les fonctionnaires ont encouragé la police à kidnapper et à enfermer des gens qui n'auraient pas dû l'être.

« *Comment pouvons-nous jamais oublier la douleur causée par les coups, les cadavres, le travail acharné, la peur... tous les mauvais souvenirs* », a déclaré Lee, qui gère maintenant un motel au bord du lac. « *Elle nous hantera jusqu'à notre mort.* »



Les anciens gouvernements de Corée du Sud blâmés pour les abus et les décès à *Brothers Home*³

KIM TONG-HYUNG, 24 août 2022

SÉOUL, Corée du Sud (AP). La Commission de vérité et réconciliation de la Corée du Sud a attesté que les anciens gouvernements militaires du pays étaient responsables des atrocités commises à *Brothers Home*, une institution de « vagabonds » financée par l'État où des milliers de personnes ont été réduites en esclavage et maltraitées entre les années 1960 et 1980.

Ce rapport historique est venu 35 ans après qu'un procureur a exposé les horreurs de l'installation dans la ville portuaire du sud de Busan et les détails d'une tentative de camouflage de preuves incriminantes qui auraient confirmé un crime soutenu par l'État.

Le président de la commission, Jung Geun-sik, a exhorté le gouvernement actuel de la Corée du Sud à présenter des excuses officielles aux survivants et à explorer des moyens d'alléger leurs souffrances alors qu'il annonçait les premiers résultats de son enquête sur *Brothers Home*, y compris les cas extrêmes de travail forcé, de violences et de décès.

La commission a également demandé au gouvernement de revoir les conditions dans les établissements d'aide sociale actuels dans tout le pays et de ratifier rapidement la Convention des Nations Unies contre les disparitions forcées.

La commission « a confirmé que l'exercice direct et indirect de l'autorité gouvernementale a entraîné l'emprisonnement forcé de personnes considérées comme vagabondes à *Brothers Home* et a causé de graves violations des droits de la personne, y compris le travail forcé, les agressions physiques, les traitements cruels, des décès et des disparitions » a déclaré Jeung Geun-sik lors d'une conférence de presse au bureau de la commission à Séoul.

*« L'État a ignoré les appels des détenus à corriger les violations des droits humains à *Brothers Home*. Il était au courant des problèmes, mais il n'a rien fait »*

³ Traduction par nos soins de « Past S. Korean gov'ts blamed for abuses, deaths at facility », By KIM TONG-HYUNG, August 24, 2022, Lien : <https://apnews.com/article/seoul-adoption-south-korea-forced-labor-government-and-politics-2e9765d80a43341b9d89048f1661c873>

pour les résoudre, et il a tenté de déformer et de minimiser l'ampleur des abus après l'incident de Brothers Home en 1987 », a-t-il déclaré.

Lee Jae-seung, un haut fonctionnaire de la commission qui supervise l'enquête sur *Brothers Home*, a déclaré qu'il n'hésiterait pas à qualifier ce qui s'est passé de crime d'État.

Le rapport de la commission était fondé sur un examen d'un large éventail de preuves, y compris des documents provenant de la police, des procureurs et des tribunaux, ainsi que des propres dossiers de *Brothers Home*, comme les documents d'admission et les certificats de décès. Des dossiers qui suggèrent que l'établissement a administré abusivement des drogues psychiatriques pour contrôler les détenus ont également été trouvés.

La commission a déclaré que la violence et les abus à *Brothers Home* étaient encore pires que ce qu'on savait auparavant. Elle a déclaré que l'examen des dossiers jusqu'à présent faisait état d'au moins 657 décès à *Brothers Home*, ce qui est plus élevé que le nombre précédemment connu de 513 décès entre 1975 et 1986 documentés dans les dossiers de l'installation.

La commission a également confirmé que la police de Busan a saisi au hasard des gens dans les rues pour les envoyer à *Brothers Home*, qu'ils aient ou non des maisons et des familles facilement identifiables. Ils permettaient souvent aux employés de *Brothers*, qui parcouraient la ville en camion, de faire eux-mêmes l'enlèvement.



Park sun-yi (à gauche) une des victimes de Brothers Home, durant la conférence de presse de la Commission de vérité et réconciliation

Brothers Home dirigé par le défunt propriétaire Park In-keun et sa famille, a également détourné les salaires de milliers de détenus qui ont été forcés au travail d'esclaves, ce qui impliquait des travaux de construction à la fois hors site et dans l'institution, ainsi que des travaux dans des usines de fabrication de vêtements, stylos à bille et hameçons de pêche.

Jusqu'à présent, personne n'a été tenu responsable de centaines de morts, de viols et de passages à tabac à *Brothers Home*.

Jung, le président de la commission, a reconnu que les recommandations que la commission a faites au gouvernement ne sont pas contraignantes, mais qu'elles pourraient être utilisées comme preuve pour les survivants pour réclamer des dommages et intérêts contre le gouvernement ou tout autre intervenant de *Brothers Home*. La commission n'a pas recommandé directement la poursuite d'accusations criminelles.

Le rapport de la commission est fondé sur une enquête sur les cas de 191 personnes, qui sont parmi les 544 survivants de *Brothers Home* à avoir déposé des demandes jusqu'à présent. La commission prévoit de produire d'autres rapports au fur et à mesure de ses enquêtes.

Jung a déclaré que la commission prévoit également d'examiner les adoptions étrangères des enfants nés à *Brothers Home*, ce que l'*Associated Press* (AP) a confirmé pour la première fois en 2019. Grâce à des documents obtenus de la part de fonctionnaires, de législateurs ou par des demandes d'accès à l'information, l'AP a trouvé des preuves directes que 19 enfants ont été adoptés après leur passage par *Brothers Home* entre 1979 et 1986, et des preuves indirectes suggèrent au moins 51 adoptions supplémentaires.

Certains survivants de *Brothers Home* ont pleuré de leurs sièges, alors que Jung et Lee annonçaient les résultats de l'enquête. Choi Seung-woo, qui a atterri à *Brothers* en tant qu'écolier en 1982 après avoir été kidnappé par la police et subi de graves sévices et agressions sexuelles pendant des années, a déclaré que le rapport donne aux survivants « *espoir et courage* ». Il a exhorté le gouvernement à soutenir activement les survivants aux prises avec des problèmes financiers et de santé et un « *traumatisme* » intense.

« [Les conclusions de la commission] nous donnent une autre occasion de nous racheter devant les tribunaux, mais personne ne sait combien de temps cela va prendre », a dit Choi.

Lee Chae-sik, un autre ancien détenu, a déclaré que les efforts de la commission pour découvrir la vérité ne signifient pas grand-chose si les survivants ne reçoivent pas d'aide immédiate. « Je vais bien. J'ai trois magasins de proximité, mais qu'en est-il de ce type ? » a confié Lee, montrant ses textos avec un autre ancien détenu coincé dans un hôpital de soins de longue durée. « Notre pays a attendu que nous mourions. »

Des années 1960 aux années 1980, les dictateurs militaires sud-coréens ont ordonné des rafles pour embellir les rues. Des milliers de personnes, y compris des sans-abris, des personnes handicapées et des enfants, ont été arrachées des rues et amenées dans des installations où elles ont été détenues et forcées de travailler. La commission a déclaré que ces rafles étaient « illégales et inconstitutionnelles » puisqu'elles violaient les droits et libertés fondamentaux des gens.

Lors d'entrevues avec des dizaines d'anciens détenus de *Brothers Home*, beaucoup ont dit que lorsqu'ils étaient enfants, ils ont été amenés à l'établissement après que des policiers les aient kidnappés, et que leurs parents n'avaient aucune idée d'où ils se trouvaient.



Une autre victime de Brothers Home durant la conférence de presse.

De nombreux détenus ont été réduits en esclavage, violés, et dans des centaines de cas, battus à mort ou laissés pour mort, leurs corps jetés dans les bois, selon des dizaines d'entretiens avec des survivants et un examen d'une vaste gamme de documents gouvernementaux et de *Brothers Home* obtenus par l'AP.

La commission a déclaré que les dossiers de décès de l'établissement décrivent de nombreuses victimes comme étant déjà mortes à leur arrivée à l'hôpital, ce qui indique soit des conditions sanitaires déplorables dans l'établissement surpeuplé, soit une tentative de dissimuler les décès causés par des coups et la torture.

La commission a déclaré que les dossiers montrent que *Brothers Home*, qui avait un service spécial pour les détenus ayant des problèmes de santé mentale, a acheté des volumes anormaux de drogues psychiatriques. De telles drogues ont probablement été imposées à un large éventail de détenus alors que les propriétaires de l'établissement tentaient de maintenir leur emprise sur un vaste complexe qu'ils contrôlaient avec violence et discipline militaires. « *Brothers Home a administré arbitrairement des drogues à des détenus qui avaient des difficultés à s'adapter ou qui se rebellaient, et le service psychiatrique a été utilisé comme ce qu'on appelle un « service disciplinaire »*, a déclaré la commission dans son rapport.

La commission a également mis en lumière le cas extrême d'un ancien détenu qui a retrouvé ses proches près de cinq décennies après avoir atterri à l'établissement. L'homme, identifié uniquement par son nom de famille Seol, a été enlevé d'une gare de Busan et enfermé à *Brothers Home* vers 1974 et 1975. Il a été transféré des années plus tard dans un orphelinat, qui l'a enregistré comme orphelin, peu après que sa famille l'ait enregistré comme mort après des années de recherches futiles. Seol a retrouvé ses proches en juin dernier, à la suite de l'enquête de la commission sur ses antécédents familiaux.

Les rafles se sont intensifiées alors que la Corée du Sud se préparait à candidater pour accueillir les Jeux olympiques d'été de 1988. *Brothers Home*, un complexe à flanc de montagne à Busan, était le plus grand de ces établissements et comptait environ 4 000 détenus lorsque ces horreurs ont été mises au jour en 1987.

Kim Yong Won, l'ancien procureur qui a dénoncé *Brothers Home*, a déclaré à l'AP que des fonctionnaires de haut rang avaient bloqué son enquête sous la

direction du bureau de l'homme fort militaire Chun Doo-hwan, qui craignait un incident international embarrassant à la veille des Jeux olympiques.

Après l'enquête diluée de Kim et les mises en accusation restreintes, Park In-keun, le propriétaire de *Brothers Home*, a été acquitté par la Cour suprême en 1989 des accusations liées à la détention illégale de détenus. Park In-keun, qui a purgé une courte peine de prison pour détournement de fonds et autres accusations relativement mineures, est décédé en 2016.

La commission a commencé à enquêter sur les abus de *Brothers Home* en mai dernier, après une lutte d'un an par les survivants de *Brothers Home*, dont beaucoup sont aux prises avec des problèmes financiers et de santé.

Nous réclamons une enquête et la vérité sur le *Brothers Home Welfare Center* et la punition des responsables

Noolympic2018, 2021

Le 11 mars 2021, la Cour suprême de Corée du Sud a confirmé la décision controversée 32 ans auparavant d'acquitter Park In-keun, le propriétaire, du *Brothers Home Welfare Center*. Les plaintes ont été rejetées par consentement unanime des quatre juges. Les victimes n'ont pas caché leur colère et leur tristesse face au rejet de l'appel tant attendu, et certaines ont crié : « *L'État nous a abandonnés deux fois* ».

Dans son arrêt, la Cour suprême a reconnu que « *des violations des droits de l'homme à grande échelle ont été commises* » « *sous la bannière d'un de l'État* » et a déclaré qu'elle s'attend à ce que « *des mesures concrètes pour réparer les dommages* » soient prises. À cet égard, la position des victimes a été reflétée de manière significative dans le jugement, et il a été évalué qu'une base positive était préparée pour découvrir la vérité et restaurer l'honneur grâce à une enquête sur le passé. Cependant, la logique du jugement actuel n'est pas différente de celle de 1989, et il y a eu aussi des critiques selon lesquelles l'intégralité des juges ne reconnaissait pas les erreurs des jugements passés et ne faisait qu'interpréter mécaniquement les principes juridiques.

Le *Brothers Home Welfare Center*, qui était géré par le directeur Park In-keun en tant qu'établissement d'hébergement pour « *vagabonds* » depuis 1971, a obtenu le pouvoir de réprimer et de mettre en quarantaine des vagabonds sur la base de la directive du ministère de l'Intérieur promulguée sous la dictature militaire en 1975. Environ 4 000 personnes ont été détenues et soumises à des travaux forcés non rémunérés, des abus et des agressions.

Certains des prisonniers ont été capturés par des agences gouvernementales et la majorité ont été détenus par la police. L'enquête, qui a commencé en 1986, n'a pas pu être menée correctement en raison de l'ingérence directe de hauts fonctionnaires du gouvernement, et le directeur Park In-keun n'a été condamné que pour certaines accusations de détournement de fonds. À cette époque, les marchandises produites par le travail forcé par les victimes du *Brothers Home Welfare Center* étaient exportées vers d'autres pays, générant d'énormes profits.

Dans les années 1980, l'ordonnance n°410 du ministère de l'Intérieur, qui autorisait la détention forcée d'une majorité indéterminée sans le consentement de la personne a été activement utilisée dans les années 1980. En 1981, l'administration Chun Doo-hwan a directement ordonné la répression des vagabonds et, avant les Jeux asiatiques de 1986 et les Jeux olympiques de 1988, environ 16 000 personnes ont été sélectionnées au hasard « pour se préparer aux Jeux olympiques, donner aux touristes une bonne impression et éliminer l'inconfort des gens. » Il y a eu des détenus de force dans 36 établissements à travers le pays.



Cette photo montre un patchwork en forme de montre fait par un survivant. L'horloge exprime le temps difficile qu'il a passé à Brothers Home. On peut voir les anneaux olympiques à la place de la 11ème heure.

Alors que la situation réelle du *Brothers Home Welfare Center*, le plus grand des centres de détention, était révélée et que des enquêtes et des procès étaient en cours, le « programme de nettoyage social » continuait de fonctionner. Une « équipe de promotion du mode de vie olympique » public-privé a été formée pour mener des opérations de répression, et « l'équipe spéciale d'inspection olympique » relevant du bureau du Premier ministre a mis en œuvre des « mesures pour éliminer les odeurs des principales zones » et « les victimes

d'infractions criminelles », et a augmenté le nombre de détenus des installations dans tout le pays.

On ne peut pas dire que ce n'est que la barbarie de la dictature militaire qui est à l'origine de l'incident du *Brothers Home Welfare Center*. Jusqu'à ce que d'autres Jeux olympiques aient lieu en Corée du Sud, personne n'a été tenu responsable de l'incident et pas un seul cas de sanction n'a été appliqué. Entre-temps, Park In-keun est décédé en profitant de la vie, et les procureurs de hauts rangs qui ont entravé l'enquête à l'époque exercent toujours une influence en tant que grands politiciens.

En mai de l'année dernière, alors que les survivants manifestaient devant l'Assemblée nationale depuis plus de quatre ans, un projet de loi qui serait la première étape pour découvrir la vérité a été à peine promulgué.

Solidarité contre les Jeux olympiques de Pyeongchang veut enquêter clairement et révéler la réalité de la violence d'État, que le gouvernement néglige depuis plus de 30 ans, et exige que les responsables reçoivent une punition appropriée. En outre, nous soutenons le rétablissement complet des victimes.



J O 2 0 2 4 ?
SACCAGE2024!

@SACCAGE2024

Pour suivre le collectif Saccage2024 :

Facebook : @saccage2024 <https://www.facebook.com/saccage2024>

Telegram : <https://t.me/Saccage2024>

Twitter : @2024saccage <https://twitter.com/2024Saccage>